



## **L'irrésistible demande de service public de qualité**

A qui parle-t-on dans ce CSA ? Au ministre ? Il est en sursis, ...

A la DGRH ? Elle attend le pilotage des ministres, dont celui du budget, ...

Alors à quoi servons-nous ?

Qui sommes-nous tous alors ici, de part et d'autre de cette salle ?

Nous sommes des fonctionnaires, de simples fonctionnaires qui tenons la maison commune, l'intérêt général. La gare, qui regarde -et permet- aux trains de passer.

Heureusement le statut général de la Fonction Publique nous a installé comme *fonctionnaires-citoyens* et non pas *fonctionnaires-sujets* au service de l'intérêt général.

La période, on le lit et on l'entend, est de diminuer notre nombre, de nous précariser, de nous mettre aux ordres. La cour des comptes préconise de supprimer 200 000 fonctionnaires, M. Kasbarian veut débureaucratiser, la réforme de 2019 renforce le recours aux contractuels, la loi de modernisation prive les fonctionnaires des espaces de concertation sur les enjeux (de nombreux dispositifs y concourent dont les lignes directrices de gestion mise à l'ordre du jour de ce CSA), la novlangue parle d'emploi et ignore les statuts, le point d'indice est gelé, des tours de passe-passe sur l'indexation des retraites et des pensions font perdre de l'argent aux retraités, l'allongement du délai de carence ignore les situations spécifiques des agents dans les trois fonctions publiques (rythmes, âges, contraintes, féminisation...). La liste est longue ...

Mais chacun doit avoir à l'esprit que la tendance lourde est à l'augmentation du nombre de fonctionnaires. Au début du 20ème siècle, nous étions 200 000 agents publics. En 1945, nous étions

1,1 millions, dont 50 % de contractuels. Aujourd'hui nous sommes 5,7 millions avec 20 % de contractuels.

La demande de services publics de qualité et donc de *fonctionnaires-citoyens* est la plus forte quelque soient les reculs en chantier.

Nous serons en grève demain, nous appelons à l'être.

Mais surtout, nous appelons à ouvrir des horizons de progrès pour les agents de JS. C'est à dire sortir des dogmes, identifier les impacts de projets séduisants pour quelques uns sur l'ensemble d'un collectif de travail.

Pour terminer deux alertes : la situation du bureau DS3B. Les arrêtés des nouveaux diplômés ont été publiés ce 30 novembre, mais le chantier n'est pas terminé, et les diplômés devront être revus tous les 5 ans. L'élévation des qualifications dans notre champ est au service de la qualité de nos politiques publiques, des moyens nouveaux doivent être affectés au bureau DS3B et ce bureau doit devenir la 3ème direction du ministère.

Des services font pression et chantage sur des collègues qui n'ont ni le statut ni la formation pour mener des contrôles et des enquêtes administratives. Ces pressions doivent cesser. Ces injonctions nous empoisonnent depuis trop longtemps pour considérer que la question ne peut se résoudre que par un simple ajustement missions-moyens. L'intelligence commanderait d'expertiser les sujets des violences sexistes et sexuelles, les accidents, de manière globale pour construire une politique publique de prévention et de traitement qui respecte les missions, statuts de chacun. Une mission d'étude devrait être confiée à l'inspection générale.

Nous demandons pour cela des Instances de dialogue social spécifiques locales.

Nous demandons aussi la fin du SNU et de l'ANS.

Vraiment, nous vous appelons à ouvrir des horizons de progrès pour les agents et les citoyens de ce pays

A Jeunesse et Sport c'est à votre/notre portée.